

REMEMBER  
AOUT 1914

## L'HYPOCRISIE ALLEMANDE

Les nouvelles, parvenues à Bruxelles depuis le 28 juillet, ne laissent aucun doute le 2 août: la guerre était inévitable entre l'Allemagne et la Russie. Les plus graves éventualités étaient à envisager.

La France n'allait-elle pas être entraînée dans la lutte? En ce cas quel serait le sort de la Belgique placée entre deux belligérants?

Le dimanche 2 août, à 11 heures du matin, le Soir envoya un de ses rédacteurs chez M. von Below, ministre d'Allemagne à Bruxelles, et voici le récit de l'entrevue publié dans nos colonnes, le même jour, à 3 heures:

Nous nous sommes rendu ce matin à la légation d'Allemagne, où nous avons été reçu par M. de Below-Saleske, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

—Est-il vrai, Monsieur le Ministre, lui avons-nous demandé, que votre gouvernement vous ai chargé de faire auprès de notre ministre des Affaires étrangères une déclaration l'assurant que le territoire de la Belgique sera respecté?

—Je n'ai pas fait cette déclaration, nous a répondu le ministre, et personnellement j'estime que je n'avais pas à la faire, parce qu'elle était inutile. L'idée a toujours prévalu chez nous que la neutralité de la Belgique ne serait pas violée. "Si le ministre de France a fait cette déclaration, c'est que sans doute il a voulu ajouter à la constatation de faits évidents quelques paroles rassurantes. Les troupes allemandes ne traverseront pas le territoire belge. Des événements graves vont se dérouler. Peut-être verrez-vous brûler le toit de votre voisin, mais l'incendie épargnera votre demeure."

("Soir," de Bruxelles, portant la date de lundi 3 août. Journal mis en vente dimanche 2 août, à 3 h.)

A cette heure-là M. von Below avait déjà reçu, de Berlin, le texte de l'ultimatum qu'il devait remettre quelques heures plus tard au gouvernement belge.

## L'ULTIMATUM

On connaît l'ultimatum allemand: il nous donnait à choisir entre la guerre et le déshonneur.

Entre 6 et 7 heures du soir, le ministre d'Allemagne porta son ultimatum à M. Davignon. Notre ministre des affaires étrangères prit le papier et répondit qu'il l'examinerait avec le Roi et ses collègues.

On se mit à traduire le document, et l'on appela M. de Broqueville, raconte M. Albert de Bassompierre, directeur au ministère des affaires étrangères.

Le document traduit, on en donna lecture.

Il n'y eut qu'une impression, ajoute M. de Bassompierre:

Ceux qui le lurent, n'ayant pas la même mentalité, eurent au contraire, immédiatement, spontanément, sans discussion, sans hésitation, sans même se communiquer mutuellement leurs pensées, la claire notion qu'une seule réponse était possible: un non péremptoire et indigné!

Ce fut le secrétaire général qui rompit le silence. S'adressant au ministre de la Guerre, le baron van der Elst lui demanda: "Enfin, monsieur le ministre, sommes-nous prêts?..."

Nouveau silence, plus court que le premier, mais non moins impressionnant. Puis, M. de Broqueville, très calme, très maître de lui, parlant lentement en scandant les mots, répondit: "Oui, nous sommes prêts. La mobilisation s'accomplit dans des conditions merveilleuses. Commencée hier matin, elle est presque achevée. Demain soir, l'armée sera en état de marcher... Demain matin même, s'il le fallait absolument. Mais... il y a un mais... Nous ne possédons pas encore notre artillerie lourde." Quelques courtes phrases furent en-

core échangées. Puis tout à coup M. de Broqueville tira sa montre:

"Il est huit heures dix, dit-il, il faut prévenir immédiatement le Roi et demander à Sa Majesté l'autorisation de convoquer le Conseil au Palais, à neuf heures, les ministres d'Etat à dix heures."

Il partit presque aussitôt au Palais, où il mit le Roi au courant de la situation.

## LA NUIT TRAGIQUE

Nous possédons sur la nuit du 2 au 3 août des versions contradictoires. La séance du Conseil des ministres commença à 9 heures, sous la présidence du Roi; continuée à dix heures avec les ministres d'Etat, qu'on avait pu rassembler, elle ne fut interrompue qu'à minuit pour recommencer ensuite vers deux heures et demi du matin, et durer jusque près de quatre heures.

Il n'y eut pas une note discordante sur la réponse à faire, écrit M. de Bassompierre:

Pendant la première partie de cette longue séance, les idées générales de la réponse à donner à l'Allemagne furent arrêtées. Vers minuit, un comité de rédaction fut désigné et chargé de se rendre au ministère des Affaires étrangères pour composer un projet de note. MM. de Broqueville, ministre de la Guerre; Davignon, ministre des Affaires étrangères; Carton de Wiart, ministre de la Justice; van den Heuvel et Hymans, ministres d'Etat; et le baron van der Elst, revinrent ainsi rue de la Loi. Ils y retrouvèrent le baron de Gaiffier qui avait terminé son avant-projet de réponse. Le directeur général de la politique, sans savoir ce qui se déciderait au palais, avait écrit exactement ce qu'il convenait de répliquer à l'Allemagne. Tant il est vrai que tous les Belges se trouvèrent unis dans la même pensée. dans le même sentiment à la lecture de l'ultimatum allemand!... A peine quelques phrases furent-elles remaniées par le conseil de rédaction.

De son côté, M. Paul Hymans a donné de la nuit tragique le récit que voici:

Les ministres à portefeuille, écrit-il, et les ministres d'Etat se réunissent sous la présidence du Roi. On délibère.

Il y a deux solutions: l'une, céder le passage aux armées allemandes en marche sur la France et se faire largement indemniser des dommages subis; c'est aujourd'hui l'amitié de l'Allemagne et demain la vassalité. C'est aussi déchirer le statut de la nation belge, violer soi-même la neutralité décrétée par l'Europe, et acceptée par la Belgique, trahir les devoirs que cette neutralité nous impose.

L'autre solution, c'est risquer la guerre, l'invasion; c'est affronter la plus formidable puissance militaire du monde; mais c'est l'honneur sauf, le statut maintenu, les traités respectés.

On discute à peine. La décision s'impose. Elle est prise aussitôt. On proteste et l'on résistera.

La réponse est rédigée au département des Affaires étrangères. Elle est apportée au palais, approuvée unanimement par le Roi et le Conseil. A 7 heures du matin, le 3 août, elle est remise au ministre d'Allemagne.

Le sort en était jeté.

Mis en demeure de choisir entre le déshonneur et la lutte, les Belges, ainsi que l'a écrit M. Georges Lorand, "firent une chose très simple, à la portée de tous les honnêtes gens, ayant du cœur au ventre: ils firent leur devoir."

## OPPOSITION

Aline.—Tu dis que tu attends ton mari avant de décider où vous devez passer vos vacances à la campagne?

Alice.—Oui, ma chère, je ne fais jamais rien sans le consulter.

Aline.—Ce sentiment t'honore, mais pourquoi ne choisiss-tu pas toi-même l'endroit où vous irez?

Alice.—Je veux savoir avant où il veut aller afin que je puisse décider que nous irons ailleurs.

Lecteurs, abonnez-vous à l'Abaille,

JAPONAISERIES  
ENVOI

Ce matin, baillant aux corneilles,  
Le long des vitrines marchant,  
J'ai vu des petites merveilles  
Dans la boutique d'un marchand.

C'étaient des japonaiseries  
Comme tu les aimes, je sais...  
Bibelots, étoffes fleuries  
Et les admirant, je pensais:

"Si je lui rapportais ces choses  
Pour son petit boudoir vert d'eau,  
Comme ses chères lèvres roses  
Me souriraient, à ce cadeau!..."

J'entrai donc, pour en faire emplette;  
Mais, vraiment, j'étais trop naïf!...  
Ma bourse est celle d'un poète:  
Et le marchand était un juif!...

Les belles japonaiseries,  
Les satins bleu-ciel, rose-chair,  
Et les grandes robes fleuries,  
O mon amour, coûtaient trop cher!

Mais, après tout, je m'en console!  
Pour ton boudoir aux rideaux verts,  
Pour la vitrine, la console,  
Je t'ai fait ces choses... en vers.  
EDMOND ROSTAND.

LE FRANÇAIS, LANGUE  
DIPLOMATIQUE

Paris.—Répondant à une lettre dans laquelle M. Frédéric Masson, secrétaire perpétuel de l'Académie, insistait pour que le gouvernement revendiquât pour la langue française le privilège d'être la langue diplomatique à la conférence de Washington, M. Briand fait remarquer que lorsque l'anglais fut admis par la conférence de la paix comme langue officielle au même titre que le français, il fut reconnu qu'à l'avenir, lorsqu'il y aurait plus de deux langues officielles comme dans le traité de Saint-Germain, le texte français ferait seul loi à cause de la précision et de la subtilité de la langue française.

Cependant, dit M. Briand, l'anglais a d'autant plus de titres à être reconnu comme langue officielle à la conférence de Washington, que le président Wilson, dès 1919, avait revendiqué pour cette langue le droit d'être appelée la langue diplomatique du Pacifique.

M. Briand ajoute que rien ne sera négligé pour qu'il ne soit pas porté de nouvelles atteintes au privilège séculaire de la langue française. Le gouvernement français ne saurait en aucun cas participer à une conférence où le français ne serait pas admis comme langue officielle.

LE PARADIS DES TOURISTES  
AMERICAINS EN EUROPE

Voici la raison pour laquelle on signale une affluence extraordinaire de touristes américains en Allemagne cette année: Avec un dollar américain on peut acheter 75 marks; avec 75 marks on peut boire 60 verres de "lager beer"; 37 verres de la fameuse bière de Munich, ou encore 15 verres de la meilleure Pilsner.

En argent américain, on paie de 26 à 70 sous pour une bouteille de vin du Rhin et le bon Oporto ne se vend guère plus de 70 sous.

On peut aussi se procurer un litre de cognac pour 70 sous et les brandys domestiques de la plus haute marque se paient moins d'un dollar. Du simili-champagne très délectable ne revient pas à plus de 80 sous; quant aux repas dans les restaurants allemands, les touristes américains les déclarent excellents et à des prix pour lesquels le moindre "lunch counter" des Etats-Unis ne voudrait pas servir un consommateur.

## UN PRODIGE

La maman.—Quoi, je suis froissée, Jean, de t'entendre parler de la sorte. Qui est-ce qui te montre à parler ainsi? Sont-ce tes petits camarades de l'école? Jean.—Mes camarades de l'école? Mais c'est moi qui leur montre à parler.

## ATTRAPÉ

Adrienne.—Si vous demandiez une jeune fille en mariage, comment vous y prendriez-vous?

Ernest.—Mon Dieu, votre question est embarrassante. J'avoue que je n'ai jamais beaucoup songé à cela; mais je crois que je mettrais un genou à terre —comme ceci...

Adrienne.—Oui.  
Ernest.—Puis je prendrais sa main dans la mienne,—comme cela...

Adrienne.—Où?  
Ernest.—Et je lui dirais: "Ma chérie, voulez-vous être à moi pour la vie?"

Adrienne.—Oh! Ernest, oui oui, je suis à vous. Je vous aime!

DE BONS INDICES POUR  
LA FRANCE

Paris.—Le nombre des mariages, en France, a doublé et celui des naissances a augmenté. En 1920, il a été enregistré moins de décès qu'en 1913. Ces faits sont indiqués par un rapport que vient de publier le ministère du travail. L'excédent des naissances sur les décès, en 1920, a été de 159,790; il avait été de 58,914, en 1913. Le nombre des mariages, en 1920, a été de 623,869; il avait été de 312,036, en 1913. Ces chiffres sont significatifs; car il ne faut pas oublier que la population totale de la France a sensiblement diminué, à cause de la guerre.

ENFANTS NOURRIS PAR LES  
AMERICAINS

Paris.—La première cuisine pour les enfants a été établie à Petrograd par la commission de secours américaine. Une autre cuisine sera ouverte à Moscou dans quelques jours. Deux steamers portant des vivres sont arrivés à Petrograd.

WOOD GOUVERNEUR DES  
PHILIPPINES

Manilla.—Le major-général Leonard Wood a annoncé aujourd'hui qu'il acceptait le poste de gouverneur général des Philippines, poste qui lui a été dernièrement offert par le président Harding. Les Philippines continuent de demander l'indépendance.

## LES SAINTS MALGRE EUX

Zion City, Ill.—La ville de Zion vient de passer des "ordinances" défendant de jouer au baseball et défendant aux orchestres d'entrer dans la ville. M. Wilbur G. Volina, qui est l'auteur de ces décrets, déclare qu'il est criminel de lancer des balles et d'écouter un orchestre.

Il y a quelque temps les diamants ont été bannis de la ville de Zion. Il est défendu même de porter les bagues de fiançailles.

## LE LEGATAIRE

Edouard.—Notre ami a tout laissé à l'orphelinat en mourant.  
Charles.—Il a laissé beaucoup?  
Edouard.—Cinq filles et quatre garçons.

## TROP TARD

L'amoureux (au petit frère de Jeanette).—Lorsque nous serons au salon, tu tourneras le bouton électrique pour nous laisser, ta soeur et moi, dans l'obscurité durant quelques instants.

Le petit frère de Jeanette.—Vous êtes en retard, monsieur, ma soeur m'a recommandé de faire la même chose avant vous.

PRECIEUX SERVICES DU CANAL  
DE PANAMA

Washington.—Au cours des sept années qui se sont terminées le 14 août, 13,416 vaisseaux de commerce ont passé dans le canal de Panama. Le jaugeage total de ces vaisseaux était de 45,869,941 tonneaux. Leurs cargaisons représentaient 51,578,920 tonnes de 2.240.